

*Initiatives ministérielles*

recettes soit diminuer les dépenses. Il n'y a pas d'autre solution comme je ne pense pas qu'il existe une potion ou une poudre magique que l'on puisse jeter à la Chambre pour faire disparaître ce problème. C'est simplement impossible. Nous devons faire face à la réalité.

Je préférerais que nous n'ayons pas de dette nationale. Si, cette année, le gouvernement ne tenait pas compte des intérêts sur la dette, il déclarerait un surplus de 9 milliards de dollars. Malheureusement, les intérêts sur la dette s'élèvent à 39 milliards, d'où le déficit de 30 milliards. Chose certaine, si nous n'avions pas accumulé de dettes et si nous n'étions pas obligés de payer des intérêts, nous pourrions réduire de 9 milliards de dollars la charge fiscale des Canadiens. Nous pourrions lancer toutes sortes de programmes. Mais non, la dette du passé nous étrangle.

Les gens d'en face ont beau essayer de m'interrompre, je ne les blâme pas car c'est eux qui nous ont endettés. Je ne perdrai pas mon temps à vous rebattre les oreilles avec cette histoire. Les Canadiens savaient que le gouvernement précédent dépensait sans compter, c'est pourquoi ils l'ont défait en 1984. Notre tâche à nous consiste à nous attaquer au problème.

Nous pourrions collecter plus d'argent. Comment? En haussant les impôts? Oui. Nous l'avons fait. Nous essayons aussi de créer des emplois pour les Canadiens afin qu'ils contribuent au Trésor public au lieu de le drainer.

Je suis fier de dire que les politiques du gouvernement ont permis aux petits entrepreneurs canadiens de créer un million et demi d'emplois depuis cinq ans. En effet, le Canada a maintenant un million et demi de travailleurs de plus qu'il n'en avait en 1984.

Ce n'est pas suffisant, il faut aussi réduire les dépenses publiques. C'est la seule avenue qui nous est ouverte. Nous collectons plus d'argent parce que nous avons augmenté les impôts, parce que plus de Canadiens travaillent et ne dépendent pas de prestations sociales. Il faut aussi sabrer dans les dépenses du gouvernement. C'est pourquoi, dans le budget du printemps dernier, nous avons demandé à tous les secteurs de l'économie et à tous les ministères du gouvernement de contribuer à réduire le déficit et la dette. Ça me paraît pourtant très simple. Il n'y a rien de magique dans tout cela.

Je crois que les Canadiens aimeraient bien entendre les députés de l'opposition proposer des solutions de rechange possibles et réalisables, au lieu de les voir nous

mitrailler de critiques et s'opposer systématiquement à tout ce que nous proposons pour tenter de régler le problème. Si vous n'aimez pas les initiatives que prend le gouvernement pour réduire les dépenses ou accroître les recettes, pour l'amour de Dieu, proposez des solutions concrètes au lieu d'interrompre bêtement les orateurs au beau milieu de leur discours.

Qu'est-ce que vous proposeriez? Un impôt sur la fortune comme le préconise le NPD? Le retour des droits successoraux de sorte que vous pourrez taxer les gens toute leur vie et même après leur mort? Les habitants de la Saskatchewan en ont eu assez de cette taxe pendant les années 1970.

**M. Foster:** Vous allez taxer les enterrements.

**M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Ils recommencent, monsieur le Président. Une autre intervention du critique de l'opposition en matière d'agriculture qui n'a pas bronché quand son parti, lorsqu'il détenait le pouvoir, a imposé aux agriculteurs un impôt sur les gains en capital. Cet impôt est resté suspendu au-dessus de la tête des agriculteurs, comme l'épée de Damoclès, pendant quinze ans, jusqu'à ce que notre gouvernement prenne le pouvoir, respecte ses promesses et élimine cet impôt maudit. Les Canadiens de l'Ouest, comme l'ensemble de leurs compatriotes, ne sont pas près d'oublier cet impôt.

Je voudrais à ce stade-ci du débat encourager les députés de l'opposition à aider les producteurs canadiens en adoptant rapidement ce projet de loi, de façon à ce que les producteurs puissent toucher leurs avances en espèces. Les producteurs tiennent à obtenir ces avances, monsieur le Président, c'est ce qu'ils nous disent.

**M. Althouse:** Qui retarde les choses? Le gouvernement.

**M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Monsieur le Président, je répondrai au député de Mackenzie que ce sont les partis de l'opposition qui en retardent l'adoption.

Nous avons consacré cinq journées de débat à ce projet de loi. Si le gouvernement s'est vu contraint de fixer une limite à ce débat, c'est que les partis d'opposition ne se soucient guère d'aider les agriculteurs de notre pays. S'ils s'en souciaient, ils collaboreraient avec le gouvernement en adoptant non seulement ce projet de loi visant à fournir des avances aux agriculteurs, mais également toute autre mesure visant à réduire la dette nationale